

Chapitre II

Le modèle Keynésien

Les crises de mutation du capitalisme constituent des moments privilégiés de validation/invalidation des théories économiques. En même temps c'est un test permettant pour mesurer le degré d'efficience des politiques économiques.

J.M.Keynes écrit la Théorie Générale à un moment où l'occident est encore sous le choc de la crise de 1929. Cette crise s'est caractérisée par un chômage important (30 millions dans le monde en 1932), une baisse très forte de la production (réduction de 50% aux U.S.A entre 1929 et 1932) et une chute très forte des prix (30% de baisse des prix de gros entre 1929 et 1932). La production n'a pu être accompagnée par une demande suffisante. Les salaires n'ont pas suivi les profits.

En effet, la crise pose bien des problèmes à la théorie dominante. La problématique néoclassique reposant sur l'idée d'une régulation du système d'économie du

marché était mal armée pour étudier les phénomènes des crises et tendait à les réduire à de simples perturbations.

Ainsi, au début des années 30, le spectre de la famine hante l'Europe et les Etats unis. Avec la grande dépression, le système capitaliste se trouve sérieusement ébranlé. Et tout laisse prévoir que le « sauveur » doit être un homme de gauche, un marxiste. La thérapeutique est venue d'un homme issu d'un milieu aristocratique, fils d'un économiste : J.M. Keynes

L'œuvre de Keynes est diversifiée et très riche. Mais son livre « LA THEORIE GENERALE DE L'EMPLOI, L'INTERET ET DE LA MONNAIE » constitue le point de départ du développement de l'étude de la macro-économie.

1. Remise en cause de la théorie classique et néoclassique.

Keynes rejette l'automaticité de l'équilibre de plein emploi, fondé sur la loi des débouchés, sur le mécanisme des prix et sur la neutralité de la monnaie.

Après avoir critiqué la loi des débouchés de Say, qui servait de prémisse à toute l'économie politique classique et selon laquelle l'offre crée automatiquement sa propre demande, Keynes avance en premier plan le problème de la « demande effective » et de ses composantes ; la consommation et l'accumulation, c'est à dire, le problème des facteurs qui déterminent le mouvement de ces composantes et par conséquent celui de la demande dans son ensemble.

Le trait le plus caractéristique de la pensée keynésienne est une analyse de l'économie capitaliste,

effectuée du point de vue de la formation de la demande autrement dit du point de vue des conditions de la réalisation de la production.

Cette idée centrale de la théorie Keynésienne est organiquement liée à sa méthode d'étude, à la macro-économique. L'approche macro-économique envisage les processus économiques d'un point de vue global.

Avant Keynes, c'était l'approche micro-économique, autrement dit, l'analyse de l'économie à partir de la firme en tant qu'unité économique isolée.

Le concept de la « demande effective » a été exploité pour expliquer le chômage qui, pour lui, dépend non plus d'un salaire « excessif » mais de la déficience de la demande effective.

Mais toutes les déductions faites par Keynes se basent justement sur le fait que le ralentissement de la croissance de la consommation individuelle peut et doit être mécaniquement compensé par une augmentation des investissements et particulièrement des investissements productifs publics et l'abandon de la « main invisible ».

2. Idées principales de la "Théorie Générale "

Keynes envisage la société toute entière et non certains individus ou certaines firmes. Il pose le problème en termes de revenus globaux, d'emploi global, de demande globale, pour élaborer une théorie du fonctionnement du système économique pris dans son ensemble. Les grands traits novateurs de la théorie de Keynes peuvent se résumer ainsi :

- l'auteur raisonne en terme macroéconomique en recherchant la relation entre le volume de l'emploi et de l'investissement ;
- il n'exclut pas l'Etat comme agent économique ;
- il a essayé d'user des demandes comportementales, en s'inspirant de l'évolution psychologique, (rentabilité de capital), le taux d'intérêt (variable psychologique notamment par les spéculateurs).

Ces variables psychologiques vont conduire Keynes à élaborer un équilibre Keynésien.

3. Le modèle de base Keynésien ou modèle macroéconomique Keynésien

Le modèle Keynésien se départit des hypothèses classiques en ce sens que :

- Les prix ne sont pas parfaitement flexibles en particulier le taux de salaire est rigide à la baisse ;
- Les agents sont victimes de l'illusion monétaire (en particulier les travailleurs) ;
- Les agents n'anticipent pas parfaitement les prix ;
- Les effets de la répartition ne sont pas négligeables.

En outre, le modèle Keynésien rejette en partie les hypothèses classiques. Sa logique est différente. Elle se base sur le principe de la demande effective. L'offre s'ajuste à la demande effective et non pas l'inverse comme le préconisent les classiques. Le modèle Keynésien définit d'abord les variables de la demande et leur comportement. Il s'agit notamment de la consommation et l'investissement. La production (offre)

s'ajuste à cette demande et détermine en même temps le niveau d'emploi qui peut correspondre au plein emploi ou non.

L'autre particularité du modèle Keynésien est qu'il rejette la dichotomie entre les secteurs réels et monétaires de l'économie, en introduisant dans la fonction de préférence pour la liquidité, la variable taux d'intérêt i . Celle-ci conditionne la demande de monnaie pour motif de spéculation.

Une version simplifiée est la suivante :

Ce modèle de base plus connu sous l'appellation IS - LM, présente l'équilibre Keynésien comme un équilibre de grands marchés. Il est donc construit à partir de quelques fonctions agrégées d'offre et de la demande sur les marchés, une représentation graphique de toutes les conditions d'équilibre.

L'analyse IS-LM découpe l'économie en quatre grands marchés : le marché des biens et services, le marché des titres (ou des actifs financiers), le marché de la monnaie et le marché du travail. Sur chacun de ces marchés, on définit une fonction d'offre et une fonction de demande agrégées. La condition d'équilibre est que demande = offre sur tous les marchés.

3.1. L'équilibre sur le marché des biens et services.

Cet équilibre se manifeste par l'égalité $I=S$. S est fonction du revenu $S= S(R)$ et I est fonction de l'efficacité marginale du capital (EMK) ; qui est un taux

d'actualisation, calculé par l'entrepreneur, en fonction du taux d'intérêt : $I = f(i)$.

$S = S(y)$ avec $S'(Y) > 0$

$I = f(i)$ avec $f'(i) > 0$

3.2. L'équilibre sur le marché monétaire

Cet équilibre suppose l'égalité entre l'offre et la demande de la monnaie. Or, pour Keynes, la monnaie est demandée pour deux motifs : motif de spéculation et motif de transaction.

La demande pour transaction ($L1$) est une demande motivée par le niveau du revenu (R).

La demande pour spéculation ($L2$) est une demande motivée par le niveau de i .

L'équilibre sur le marché monétaire peut se présenter ainsi :

$$Md = L1(R) + L2(i) \quad \text{avec } L'1(R) > 0 \\ L'2(i) < 0$$

Keynes va analyser la relation existante entre M masse monétaire demandée, R et i . Il va tenter de mettre en évidence les facteurs qui déterminent $L1$ et ceux qui déterminent $L2$, et il va conclure que seul $L2$ est fonction de i . Lorsque i augmente, la demande pour motif de spéculation diminue et vice-versa. Ainsi Keynes peut-il montrer comment les pouvoirs publics peuvent agir sur i tout en se soumettant à la loi du marché. Ils peuvent agir

sur l'évolution de i par les achats et ventes des titres (opération l'Open Market).

3.3. L'équilibre sur le marché du travail

Keynes reprend la thèse classique (le marché du travail dépend du salaire) mais il précise qu'il s'agit du salaire réel (salaire nominal/niveau général des prix) équilibre exprime de la façon suivante :

Le travail est fonction du salaire réel. Selon Keynes ; il y a 2 niveaux d'équilibre sur le marché du travail ;

- le 1^{er} équilibre correspond au niveau du plein emploi des facteurs, c'est à dire au niveau qui correspond à l'emploi total du capital et du travail.
- le 2^{ème} équilibre c'est un équilibre entre l'offre et la demande potentielles du travail ; qui ne correspond pas nécessairement au plein-emploi mais plutôt à un niveau donné du salaire réel qu'on ne peut pas baisser indéfiniment.

En conclusion, on peut présenter dans un tableau synoptique ; les différents équilibres énoncés dans les hypothèses Keynésiennes.

Type de marché	Biens et services	Monétaire	Travail
Coté Du marché			

Offre	$Y = \varphi K_0(N)$	M_0	$N_0(W)$
Demande	$C = c.Y + C_0$ $I = I_0 + I_1(i)$	$M = L_1(Y) + L_2(i)$	$N_d.(W.P)$

Y : revenu global

K_0 : stock de capital fixe

C : consommation courante

C_0 : consommation (réelle) incompressible, supposée positive

I : investissement net total, décomposé en investissement public I_0 , et en investissement privé I_1 .

M_0 : offre nominale de monnaie

M_d : demande nominale de monnaie décomposée en une demande d'encaisses actives L_1 (pour motif de transaction) et demande d'encaisses oisives L_2 (pour motif de spéculation)

N : volume effectif de l'emploi

N_0 : offre du travail

N_d : demande du travail

i : taux d'intérêt

W : taux de salaire nominal

P : le niveau général des prix

Remarques

1- la fonction de production $\varphi(k_0; N)$ fait dépendre de production (ou le revenu) du volume effectif de l'emploi N , exclusivement. Le facteur capital, supposé constant (égale à K_0) dans la courte période étudiée, intervient que pour fixer l'échelle de la production au cours de cette période:

$$\varphi'_{k_0} > 0$$

$$\varphi''_{k_0} < 0 \text{ (rendements décroissants)}$$

2- La fonction C fait dépendre la consommation courante du R global, de sorte que les variations de C soient proportionnelles à celles du R , selon un coefficient c , la propension marginale à consommer, comprise entre 0 et l'unité.

3- La fonction I est décomposée en une fonction d'investissement public I_0 et une fonction d'investissement privé I_1 . Celle-ci établit une relation croissante entre I privé et la différence $(e-r)$ de l'efficacité marginale du capital, et du taux de rendement, dépendant des anticipations des entrepreneurs.

4- L'offre de monnaie, comme bien public, est supposée varier de façon exogène, en l'occurrence sous l'effet de décisions autonomes des autorités monétaires, qui fixent la quantité de monnaie en circulation pour la courte période.

La fonction de demande de monnaie se décompose en une fonction de demande d'encaisses de transaction, proportionnelle au revenu, $L_1(Y)$ et en une fonction de demande d'encaisses de spéculation L_2 . Celle-ci est une fonction décroissante du taux de l'intérêt, de l'incitation à

conserver ses encaisses pour des « jours meilleurs », étant de plus en plus forte, au fur et à mesure que baisse le taux i , rémunérant les placements financiers. Il existe un taux minimum i_0 , appelé « trappe à liquidité » à partir duquel il n'est plus acheté un seul actif financier sur le marché.

5- La fonction d'offre du travail ne fait dépendre l'offre de travail que du taux de salaire nominal. Cette hypothèse est dite illusion monétaire des salaires. Sachant que le taux de salaire nominal est fixe à court terme, $No(w)$ est donc fixe dans la période d'analyse.

L'offre du travail donne le niveau de plein-emploi de la période, mais elle n'est égale à l'emploi effectif N que s'il y a un excès de demande sur le marché de travail. Sinon ; l'emploi est déterminé par la demande du travail.

Graphiquement ; une version résumée du modèle Keynésien est celle introduite par HICKS connue sous le nom de modèle IS-LM. La courbe IS représente l'équilibre sur le marché des biens et services et la courbe LM représente l'équilibre sur le marché monétaire.

$$\text{IS: } Y = C(Y) + \underline{I(i)} + G$$

$$\text{LM: } M/P = L1(\bar{Y}) + L2(i)$$

G: dépenses publiques

M: stock de monnaie

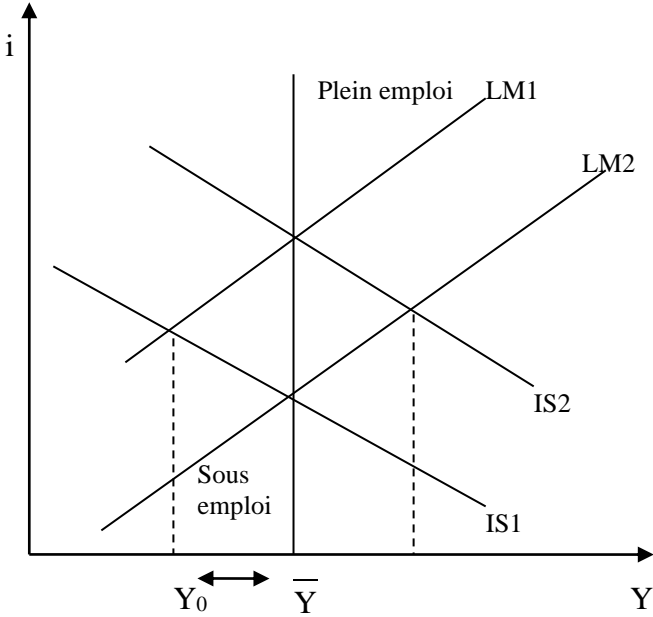
Dans la version keynésienne du modèle, le niveau des prix (P) est une variable exogène. Il est supposé constant, ce qui se justifie par l'existence d'un volume important de chômage et de capacités de production inutilisées. La production peut donc s'accroître facilement sans provoquer de hausse des coûts moyens. Cette constance des coûts moyens explique la constance des prix lorsque le volume de production se modifie en courte période. Dès lors, l'offre globale est supposée parfaitement élastique aussi longtemps que la production de plein-emploi ; Y , n'est pas atteinte.

Dans ces conditions, le volume de la production est entièrement déterminé par la demande. Le produit d'équilibre Y_0 correspond à la demande globale de biens et services.

Le sous-emploi ($Y - Y_0$) peut être éliminé par une augmentation exogène de la demande globale, notamment sous la forme de dépenses publiques en conditions de déficit budgétaire. L'introduction de dépenses gouvernementales autonomes (G) dans le modèle provoque un déplacement de la courbe IS_1 vers la droite en IS_2 et une élévation du niveau d'équilibre du produit par le jeu du multiplicateur.

Ce résultat peut également être atteint par une augmentation autonome de la quantité de monnaie décidée par les autorités monétaires. La courbe LM_1 se déplace vers la droite en LM_2 et le niveau d'équilibre du produit augmente puisque l'augmentation de M stimule de l'investissement par l'intermédiaire d'une baisse du

taux d'intérêt. Les intersections des courbes IS₂ et LM₁ ou IS₁ et LM₂ correspondent au revenu du plein-emploi.



4. La politique économique

L'argumentation Keynésienne part du diagnostic suivant : l'incapacité des forces du marché à assurer la régulation spontanée du système économique capitaliste de manière à y maintenir le plein emploi des ressources. De là, découle l'exigence d'une politique consciente d'intervention des pouvoirs publics en vue d'assurer les nécessaires régulations.

Le modèle qui vient d'être présenté permet de classer les divers facteurs qui peuvent être à l'origine d'une variation du revenu global. Ainsi, la variation du revenu global peut avoir deux origines : une origine réelle et une origine monétaire. En effet, il convient que l'Etat intervienne directement par une politique monétaire ou budgétaire. C'est ainsi que l'équilibre IS-LM présente un grand intérêt pour l'étude des effets de ces politiques sur le revenu et le taux d'intérêt.

4.1. La politique monétaire

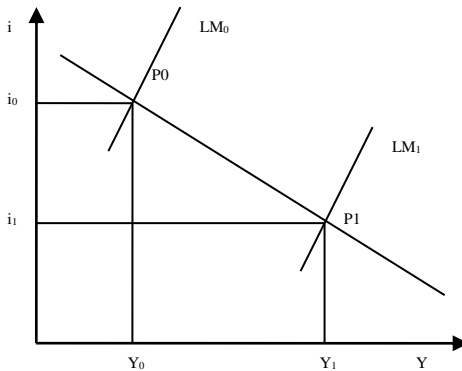
La politique monétaire agit sur la courbe LM. La politique monétaire regroupe l'ensemble des instruments et des décisions qui sont à la portée des autorités monétaires, que ce soit le gouvernement ou la Banque centrale, en vue d'agir sur l'activité économique.

Les autorités monétaires agiront soit par une modification dans l'offre de monnaie, soit par un changement dans la préférence pour la liquidité. Ils peuvent également agir par une modification des anticipations des agents économiques relatives à

l'évolution future des taux d'intérêt ou exercer, par leurs décisions, une influence sur l'état de la confiance des entrepreneurs.

Pour Keynes, la quantité d'encaisses détenues pour satisfaire les motifs de transactions et de précaution est en première approximation indépendantes de la quantité d'encaisses détenues pour satisfaire le besoin de spéculation. Alors que la première dépend surtout du niveau de revenu monétaire, la seconde est fonction à la fois des taux d'intérêt courant et des anticipations concernant les taux futurs.

Supposons, par exemple, que l'offre de monnaie s'accroisse par suite d'une politique monétaire expansionniste, la courbe LM_0 se déplace à LM_1 . On aura alors un nouveau point d'équilibre (P_1). Dans ce cas le revenu global augmente de Y_0 à Y_1 , mais le taux d'intérêt baisse de i_0 à i_1 .

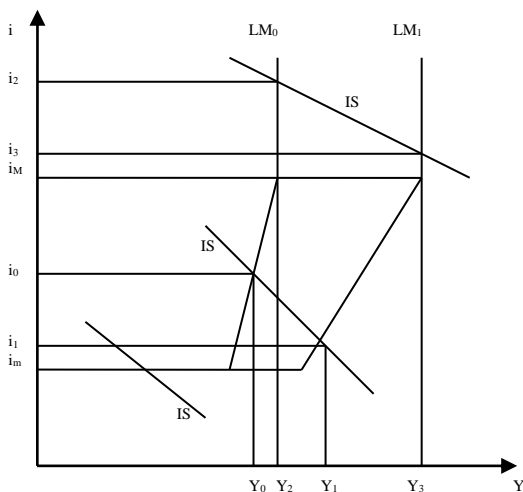


Car, toute diminution du taux d'intérêt stimule les investissements qui à leur tour induisent une augmentation des dépenses de la consommation. Ces dépenses additionnelles engendreront une augmentation du produit global Y .

Quand est ce que la politique monétaire (PM) est-elle efficace ?

Les effets de la PM sur le taux d'intérêt et le niveau de revenu vont, en réalité, dépendre de la zone de la courbe LM dans laquelle se localise l'économie. La courbe LM peut prendre 3 positions, donc on distingue 3 zones :

- la zone de la trappe à la liquidité.
- La zone intermédiaire.
- Et la zone dite classique



a- La zone de la trappe à la liquidité.

Cette zone correspond à la partie horizontale de la courbe LM. Dans cette zone, et pour un taux d'intérêt minimum, les agents économiques préfèrent détenir des encaisses monétaires liquides.

A ce niveau, la PM n'est pas du tout efficace, car l'accroissement de l'offre de monnaie ne peut pas réduire le taux d'intérêt.

Dans ce cas, la PM ne peut affecter ni le taux d'intérêt, ni le Revenu.

b- La zone intermédiaire.

Cette zone correspond à la partie inclinée de la courbe LM. La demande de monnaie est alors fonction à la fois du revenu et du taux d'intérêt. La politique monétaire est efficace dans cette zone. En effet, l'accroissement de l'offre de monnaie conduit à une diminution du taux d'intérêt qui augmente à son tour les dépenses d'investissement qui engendrent une augmentation du revenu national et donc du niveau d'activité.

c- La zone dite classique

Elle correspond à la partie verticale de la courbe LM. La demande de monnaie est alors insensible au taux d'intérêt puisque la demande de monnaie pour la spéculation est nulle $Ds(i) = 0$. Cette demande dépend uniquement du niveau du revenu.

Ici, la PM est très efficace. En effet, l'accroissement de l'offre de monnaie entraînera une très grande augmentation du revenu d'équilibre, car le taux d'intérêt

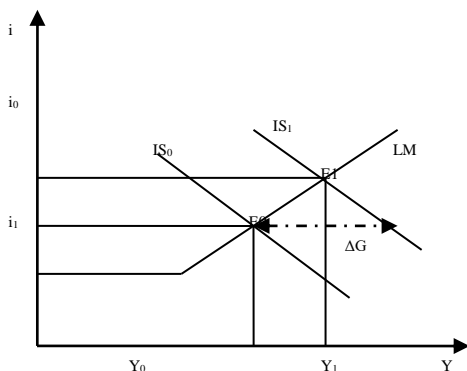
diminue fortement élevant ainsi les dépenses d'investissement.

On peut résumer la position Keynésienne en disant que l'efficacité de la politique monétaire sera d'autant plus grande que :

- La demande de monnaie est faiblement élastique par rapport au taux d'intérêt.
- La demande d'investissement est très élastique par rapport au taux d'intérêt.

4.2. La politique budgétaire.

La Politique budgétaire agit sur la politique de IS. Selon Keynes, pour un niveau donné du taux d'intérêt, toute augmentation des dépenses publiques (G) ou toute diminution des impôts (T) se manifestera par une augmentation dans le niveau du revenu réel disponible. Ceci se traduira par le glissement de la courbe IS vers la droite.



Si la courbe LM ne varie pas, l'équilibre passera de E_0 à E_1 . Les pouvoirs publics auront ainsi le choix entre 3 grande politiques.

- modifier les dépenses publiques (G) sans toucher au montant des impôts (T) ($\Delta T=0$).
- modifier les recettes fiscales sans toucher au montant des dépenses ($\Delta G=0$).
- modifier les deux à la fois.

I/ Considérons une variation de la dépense publique

(($\Delta G \neq 0$), l'impôt et l'investissement étant constant ($\Delta T = \Delta I = 0$)).

$$Y = C + I + G \text{ avec } C = a + c(Y - T)$$

$$\begin{aligned} G &= Y - C - I \\ &= Y - a - cy + cT - I \\ &= (1-c)y - a + cT - I \end{aligned}$$

$$\Delta G = (1-c) \Delta y - \Delta a - c\Delta T - \Delta I$$

$$\Delta G = (1-c) \Delta y \text{ car } \Delta a = \Delta T = \Delta I = 0$$

D'où $\Delta y = (1/1-c) \Delta G$

avec k $1/1-c$ est le multiplicateur simple

De cette équation on peut tirer la conclusion suivante :

L'augmentation de la consommation publique entraîne une augmentation plus importante de produit national sous l'effet du multiplicateur.

II/ considérons une variation dans les impôts

La dépense publique, ainsi que les investissements étant constants.

$$Y = C + I + G \text{ avec } C = a + c (y - T) \\ = a + cy - cT + I + G$$

$$-cT = y - a - cy - I - G \\ = (1-c)y - a - I - G$$

$$-c\Delta T = (1-c) \Delta y \text{ car } a, I \text{ et } G \text{ sont constants}$$

d'où $\Delta y = (-c / 1-c) \Delta T$ avec $k' = -c / 1-c$
multiplicateur fiscal.

Selon cette équation, on peut dire que la modification du montant des impôts entraînera une variation du volume du produit national.

III/ Considérons des variations égales dans la dépense publique et les impôts ($\Delta G = \Delta T$). L'investissement étant constant ($\Delta I = 0$).

Dans ce cas on aura :

$$Y = C + I + G \text{ avec } C = a + c(Y - T)$$

$$\rightarrow Y = a + cY - cT + I + G$$

$$(1-c)Y = G - cT + a + I$$

$$\rightarrow Y = (1/1-c) (G - cT + a + I)$$

$$= (1/1-c) G - (c/1-c) T + (1/1-c) a + (1/1-c) I$$

$$\Delta y = (1/1-c) \Delta G - (1/1-c) \Delta T + (1/1-c) \Delta a + (1/1-c) \Delta I$$

Or, on a vu hypothèse que $\Delta a = \Delta I = 0$ (a et I constant)
 $\Delta T = \Delta G$

On aura donc :

$$\Delta Y = (1/1-c) \Delta G - (c/1-c) \Delta G$$

$$\Delta Y = \Delta G [(1/1-c) - (c/1-c)] \quad \Delta Y = \Delta G = \Delta T.$$

On peut conclure donc qu'une modification identique dans la dépense publique et dans le montant des impôts entraînera une variation semblable dans le produit national.

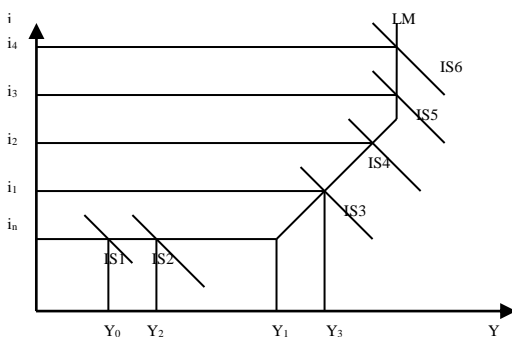
L'objectif de cette politique peut être d'exercer une influence sur le niveau de l'activité économique tout en préservant l'équilibre du budget de l'Etat.

Quand est ce que la politique budgétaire est t-elle efficace ?

La aussi, l'efficacité de la politique budgétaire dépend de la position de la courbe LM. On distingue là aussi trois zones :

- la zone de la trappe à la liquidité.
- La zone intermédiaire.
- La zone classique.

a- Dans la zone de la trappe à la liquidité :



Dans cette zone la politique budgétaire, qui entraîne un déplacement de la courbe IS vers la droite, présente une grande efficacité.

En effet, l'accroissement de la dépense publique exerce un effet multiplicateur sur le revenu.

Ainsi, le niveau de revenu augmente, alors le taux d'intérêt reste constant à son minimum. Par conséquent la dépense d'investissement ne subit pas de réduction.

Dans la mesure où l'on se situe dans la trappe à la liquidité, le financement de l'accroissement de la dépense ne peut se faire par l'émission de titre dans le public mais plutôt par un emprunt auprès de la banque centrale.

b- Dans la zone intermédiaire :

L'accroissement de la dépense publique fait augmenter le revenu mais moins que dans la zone de la trappe à la liquidité. Cela s'explique par le fait que l'accroissement du taux d'intérêt réduit les dépenses d'investissement. Et c'est l'accroissement de la demande de monnaie, nécessaire au financement de la production, qui élève le taux d'intérêt.

En effet, lorsque la dépense publique croît, il y a un excès de la demande de biens qui ne peut être satisfait que par une hausse du volume de production.

C'est donc, la conjugaison de tous ces éléments, relevant à la fois du marché de la monnaie et du marché des biens et services, qui amoindrit l'efficacité de la politique budgétaire dans cette zone.

c- dans la zone classique :

Le déplacement de la courbe IS, suite à l'accroissement des dépenses publiques, ne modifie pas le niveau du revenu. Par conséquent la politique budgétaire à ce niveau est totalement inefficace. Elle contribue seulement à élever le taux d'intérêt qui a pour conséquence de réduire l'investissement privé au profit de l'investissement public. Autrement dit, l'investissement public se substitue à l'investissement privé d'un montant égal à celui de l'accroissement de la dépense publique. Car la demande de monnaie dans cette zone est indépendante du taux d'intérêt.

5. Pratiques, limites et prolongements de la théorie Keynésienne

Durant la période allant de seconde moitié de années 40 jusqu'au milieu des années 60, la politique Keynésienne a pu s'affirmer, car aucune crise économique, tant soit peu sérieuse, ne s'est déclarée dans les pays d'Europe occidentale ou la régulation étatique de l'économie était assurée.

Tout portait à croire que le mécanisme de régulation étatique avait été mis au point et que la théorie dont il procédait était fidèle et faisait autorité dans la science. Mais la vie infirma cette opinion erronée. En effet, à la fin des années 60 et dans les années 70, de tels changements interviennent dans les conditions socio-économiques des pays occidentaux qu'il s'ensuivit une série de crises diverses (matière première, énergie, monnaie) et une inflation en boule de neige.

Ces graves problèmes débouchèrent sur les crises cycliques 1969-71 et en particulier celle de 1974-75 ainsi que sur une inflation chronique, ce qui a provoqué une crise de la politique économique, et qui sème une grande confusion quant aux mesures à prendre pour résoudre les difficultés économiques qui étaient apparues.

On assiste donc à l'accroissement des schémas « standard » de Keynes qui préconisaient une restriction de la demande pour endiguer l'inflation (qui coïncide habituellement avec une phrase d'essor) et, au contraire, un élargissement de la demande pour surmonter la crise.

Le renforcement de l'inflation, même en phase d'essor compliquait la politique gouvernementale. Le recours aux méthodes traditionnelles ne faisait qu'aggraver le processus inflationniste, ce qui mettait en doute l'efficacité des anciens moyens de stimulation.

5.1. Les limites de la théorie Keynésienne

La théorie de la détermination du niveau du revenu national, tout comme la théorie du cycle et de la croissance économique à laquelle elle a donné lieu, a révélé de graves défauts théoriques et erreurs pratiques dans le domaine des recommandations politiques.

Analysons à présent certaines limites particulières des concepts de bases de la théorie Keynésienne.

5.1.1. Limites du concept de la demande effective

Bien que la formation de la demande effective ait été au centre de tous les modèles Keynésiens, l'explication de ses composantes restait insuffisante et trop simplificatrice.

Tout en reliant l'accroissement des investissements conformément au concept d'accélérateur à l'accroissement du revenu national, les Keynésiens ont accordé trop peu d'importance aux investissements autonomes qui ne se rattachent pas à la dynamique du revenu national. Même les fluctuations de l'efficacité marginale du capital à l'aide desquelles Keynes, lui-

même, explique les modifications de la nature des investissements et le caractère cyclique de l'économie, en général, n'ont été suffisamment analysées et développées dans le cadre du modèle simplifié.

Pour ce qui est de la dynamique de la consommation, sa forme déterminée par la loi psychologique fondamentale de Keynes, ignorait le caractère de classe de la consommation et sa dépendance vis-à-vis de la répartition de revenus et d'autres facteurs économiques et non économiques. On sait que dans la plupart des modèles Keynésiens l'accroissement de la consommation est uniquement déterminé par le revenu courant.

5.1.2. Limites des prix et des facteurs monétaires

La théorie Keynésienne orthodoxe supposait la stabilité des prix, y compris la rigidité des salaires. Elle considère que tous les ajustements économiques dans ce modèle étaient réalisés par l'intermédiaire des modifications quantitatives, c'est à dire, les modifications du volume de revenu national, et non par l'intermédiaire des modifications des prix relatifs.

Le facteur monétaire était repoussé au second plan. Les partisans du modèle simplifié supposaient que l'augmentation de l'offre de monnaie n'aura pas d'influence sur les prix dans les conditions de sous-emploi des ressources. Ce qui amenait ces derniers à ignorer dans une certaine mesure, l'inflation et ses effets négatifs.

5.1.3. Limites des politiques budgétaire et monétaire

Ces dernières choisies comme principaux instruments de la régulation économique et comme base de la politique anticyclique.

Les politiques budgétaires prévoyaient l'augmentation ou la réduction des dépenses budgétaires de l'Etat ainsi que des modifications dans la politique fiscale suivant les phases du cycle ou les taux de croissance de l'économie.

C'était, en fait, une justification de la croissance stable des déficits budgétaires. La politique monétaire et de crédit devait aller dans le même sens par l'octroi de facilités de crédit en période de crise et de récession, et au contraire, par la complication des modalités en périodes de surchauffe conjoncturelle.

Néanmoins, cette politique qui n'éliminait pas les causes du développement cyclique de l'économie, a eu de graves conséquences inflationnistes.

Finalement, elle est apparue complètement inefficace dans les conditions de l'inflation galopante qui a frappé tous les pays capitalistes dans les années 70.

5.2. Les prolongements de la théorie Keynésienne

Faisant, à présent, un aperçu de la situation économique des pays développés dans les années 70 et les politiques poursuivies par ces pays.

Pendant cette période, il est devenu non seulement très difficile, mais impossible de maintenir les mêmes rythmes de croissance dans les pays développés.

Cette situation est le fait de certaines tendances objectives dont la plus importante se rapporte au renchérissement des ressources de l'énergie. La forte hausse des prix du pétrole, du gaz et de certains types de matières premières a inauguré une longue période de restructuration de l'économie et de technologie et de production dans les nouvelles conditions du déficit grandissant et du coût élevé de ces ressources.

Cependant, d'autres raisons expliquent cette hausse du rythme de croissance. Il s'agit notamment du ralentissement du processus d'investissement. Le taux de croissance des investissements privés aux USA était de 8% en moyenne pendant la période 1964-1968 et tombé à 1.7% seulement pendant la période 1974-1977.

Ce ralentissement de l'accroissement des investissements est lié étroitement aux profondes mutations structurelles qui engendrent le ralentissement de la croissance économique et le refus des entreprises d'investir dans les conditions du taux de profit existant, de l'indétermination générale et de l'incertitude des perspectives de la croissance économique dues à l'inflation chronique dont le rythme n'a cessé de s'accélérer(c'est pour la première fois que la crise

cyclique non seulement n'a pas entraîné de baisse ou ralentissement des prix mais, au contraire, la chute de la production s'est accompagnée d'une forte hausse des prix). Il s'est créée ainsi une situation tout à fait inédite : « la stagflation » qui a balayé toutes les anciennes représentations sur les mécanismes du cycle et de l'inflation qui a changé les anciennes méthodes de la politique gouvernementale de la stabilisation. L'inflation fait apparaître, souligne le rapport du président des USA en 1979, des forces qui contribuent à augmenter l'intérêt et affaiblissent l'incitation à investir. Elle renforce l'indétermination des hommes d'affaires et des consommateurs.

Compte tenu de ces problèmes nouveaux, il est devenu de plus en plus évident que les instruments keynésiens classiques de la politique économique, fondés uniquement sur la manipulation de la demande globale, ne peuvent remédier à cette situation de crise. À partir de cet échec et de l'incapacité des recettes keynésiennes, à faire face aux situations nouvelles qu'ont connu les pays développés, des tentatives de révision de la version orthodoxe de la théorie keynésienne, ont commencé à la fin des années 60, à l'initiative des représentants de la nouvelle génération des keynésiens tels que les économistes américains : R. CLOWER. A. LEJONHUFVUD. P. DAVISON. H. MANKIWI et autres. Ce groupe de keynésiens déversèrent sur la théorie orthodoxe une critique sévère. Selon eux, la version du keynésianisme élaborée par la génération aînée, avant tout par HANSEN, SAMUELSON et HICKS, dénaturait en fait le sens profond de la théorie de KEYNES.

Cette dernière était envisagée, en effet, comme une théorie de l'équilibre de sous-emploi. CLOWER démontrait que la théorie de KEYNES est avant tout une théorie de l'instabilité économique. Cette instabilité est due à l'imperfection de l'information et aux écarts entre les grandeurs escomptées et réelles.

5.2.1. Les nouveaux Keynésiens

Les positions des nouveaux keynésiens se rapproche de celles du monétarisme dans la mesure où ils avancent au premier plan le rôle et l'importance des facteurs monétaires qui sont la source, selon eux de l'instabilité économique.

L'instabilité économique et le caractère cyclique de la croissance se rattachent, selon eux, à l'instabilité financière de l'économie. L'indétermination et l'imperfection de l'information engendrent des fluctuations conjoncturelles parce que l'économie dispose, précisément, d'un système développé d'institutions monétaires et financières, particulièrement sensibles aux atteintes pessimistes ou optimistes. C'est par l'intermédiaire de ce voile financier que l'argent exerce son influence sur le système économique. Ainsi **Mankiw** estime que les crises financières sont à l'origine des crises économiques, et toutes tentatives de les atténuer par les procédés traditionnels de régulation ont entraîné une inflation chronique.

Les nouveaux keynésiens critiquent leurs confrères orthodoxes en leur reprochant :

- 1- d'avoir une vue simpliste de l'économie, en profit soit au chômage, soit à l'inflation qui peuvent être contrôlés par des interventions budgétaires et fiscales diamétralement opposées.
- 2- de rejeter les facteurs d'indétermination, d'incertitude, de risque et d'imperfection de l'information en tant que catégories essentielles déterminant l'investissement.
- 3- de sous estimer le facteur monétaire.
- 4- de considérer la théorie de KEYNES comme statique alors que pour les néo-keynésiens, elle est plus dynamique.

Au niveau de la politique économique, les représentants de ce courant nouveau agissent comme les artisans d'un perfectionnement continu du mécanisme de régulation de l'économie.

Ils se prononcent pour une répartition plus égalitaire du revenu et pour une limitation des effets destructeurs de la concurrence du marché sans qu'il soit nécessaire d'opérer des modifications fondamentales dans la structure institutionnelle elle-même.

La politique des revenus devrait s'accompagner d'une politique de la croissance dans son ensemble y compris d'une politique déterminant les taux et la structure des investissements. Cela signifie pour les post-keynésiens, qu'il faut procéder à une planification nationale afin de conférer à la régulation de l'Etat un caractère centralisé et coordonné, à long terme.

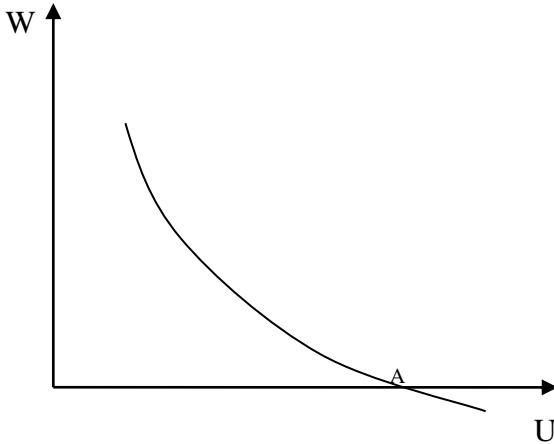
L'objectif est donc d'étendre et de rénover l'intervention de l'Etat dans l'économie en améliorant les méthodes permettant d'élargir la participation de l'Etat à la gestion de l'économie.

5.2.2. La courbe de PHILIPPS

Cette courbe est présentée comme une possibilité de substitution entre le chômage et l'inflation. Elle remet en cause les fondements de la position néo-classique puisqu'il existe, désormais, une influence des variations nominales des prix sur les grandeurs réelles. Une politique active de la demande devient ainsi un moyen logique de réception.

Présentation de la courbe :

C'est en 1958 que A-W-Philipps mit à jour une corrélation négative et non linéaire entre la variation des salaires monétaires et celles des taux de chômage.



Cette relation avait été estimée sur les données de la grande Bretagne relatives à la période 1861-1913 et surtout celle de 1913-1957. A partir de cette relation on peut tirer deux enseignements principaux :

La relation à long terme : le taux d'augmentation des salaires nominaux (w) diminue au fur et à mesure que le taux de chômage augmente (u) et il serait nul pour un taux de chômage (A) (5.5% pour la Grande Bretagne).

La relation à court terme ou relation cyclique : pour un même taux de chômage (u) le taux de variation des salaires s'élèvera relativement plus vite en période d'expansion ou l'on constate un excès relatif de la demande de travail et diminuera relativement plus vite en période de récession ou l'on constate un excès relatif de l'offre de travail.

A présent et après avoir fait une vue générale sur les limites des politiques d'inspiration keynésiennes et les quelques tentatives de renouvellement de ces politiques, on passe maintenant à l'étude du cas du Maroc et le résultat de l'application des recettes keynésiennes au niveau de la politique économique poursuivie par notre pays depuis les premières années de l'indépendance.

6. Les politiques économiques d'inspiration keynésienne au Maroc

Les politiques économiques n'apparaissent pratiquement jamais comme des applications pures et simples d'une théorie économique. On peut cependant dire que pendant 30 ans elles s'inspiraient plus ou moins de la thérapeutique Keynésienne surtout dans les pays industrialisés. Depuis les années 80, par contre, de nombreux gouvernements ont adopté des politiques économiques résolument libérales.

Le Maroc, confronté à une situation financière le menant à l'insolvabilité a lancé un programme de stabilisation et de réformes structurelles. Celles-ci se sont traduites par une reconsidération des rôles respectifs des différents instruments de la politique économique.

Le souci majeur des autorités publiques, après l'indépendance, était de réduire la dépendance économique extérieure, d'engager le développement. La période 1956-60 n'a pas entraînée un changement majeur. Le fait marquant de cette période est le degré d'intervention de l'Etat qui a conduit à la formulation d'un projet de construction de l'économie nationale.

Pour les auteurs du plan 1960-1964, par contre, le Maroc doit changer d'orientations. Les références théoriques en sont :

Le Keynésianisme avec comme instrument privilégié la variable budgétaire ;

Le nationalisme de gauche qui fait de l'intervention massive de l'Etat dans les structures économiques, le moyen le plus approprié pour construire une économie nationale diversifiée et indépendante.

6.1. La politique budgétaire

Sur le plan de la politique budgétaire, cette conception considère la planification comme l'outil essentiel de toute action économique de développement et le secteur public comme le fer de lance de ce développement. C'est donc une stratégie de rupture par rapport à l'époque du protectorat. Les instruments de cette stratégie sont au nombre de deux : les finances publiques et le secteur public.

Le haut niveau des dépenses publiques des années 1960-1964 répondait à la création d'une demande solvable. En effet, partant d'une approche Keynésienne, l'Etat a voulu agir sur le niveau de la demande globale par une augmentation de ses dépenses et le recrutement massif d'employés.

L'extension du secteur public devait palier la faiblesse du secteur privé et servir de moteur au développement. C'est ainsi qu'un certain nombre d'organismes spécialisés ont été créés.

L'abandon du plan quinquennal dans sa version initiale et sa révision en 1962, puis l'élaboration du plan triennal pour la période 1965-1967, vont constituer les

étapes marquantes d'une orientation des fondements de la politique économique de l'Etat. Toutefois, ce qui frappe au cours de la période, c'est le fait que le secteur public va continuer de se développer malgré le paradoxe que cela constitue dans une économie qui, officiellement, se veut libérale.

Or, ce développement, mal contrôlé par l'Etat, pose en lui-même, un problème d'autant plus grave qu'il s'accompagne de nombreux dysfonctionnements et contreperformances de la part des entreprises publiques.

Le secteur d'entreprises publiques représente 20% du PIB, 21% de l'investissement intérieur brut et 10% de la population active urbaine.

Sur 226 entreprises publiques examinées dans les années 80, 30% avaient un rendement négatif sur leurs fonds propres et 23% avaient un rendement compris entre 0 et 5%.

Sur un nombre de 58 où l'Etat détient 100% du capital, 36% réalisent des pertes et les 14 entreprises publiques les plus importantes, ont enregistrées des pertes équivalentes à 2,1% du PIB en 1992.

La privatisation a été un succès même si le démarrage de son programme a pris un certain temps.

6.2. La politique monétaire

Sur le plan de la politique monétaire, au lendemain de l'indépendance, le Maroc avait largement recours à la thérapeutique Keynésienne pour la conduite de la politique monétaire.

Celle-ci s'est traduite dans les faits par l'automatisme du refinancement dans le cadre du réescompte.

Pour éponger leurs déficits de trésorerie, les banques s'adresseront soit au marché monétaire (appelé au Maroc marché monétaire interbancaire) soit à l'institut d'émission, dans le cadre du réescompte à taux fixe (cet instrument a été utilisé au Maroc depuis 1948) ou à taux variable (dans ce dernier cas on parle d'Open Market, cette technique n'a été introduite au Maroc qu'en 1981).

L'histoire financière du Maroc nous renseigne que les autorités monétaires possèdent une gamme très étendue d'instruments : aux techniques de régulation quantitative s'ajoute l'action par le taux d'intérêt en passant par les mesures de sélectivité.

En effet, le souci d'actualiser les techniques de contrôle monétaire s'est traduit par l'introduction successive du système de réserves obligatoires (en 1966) et du mécanisme d'encaissement du crédit (en 1969).

Cette actualisation de la politique monétaire avait pour objectif d'adapter les moyens de contrôle de la création du stock de liquidité à l'évaluation du contexte économique tant dans une option d'économie ouverte que dans économie fermée. Certes, la préférence pour une telle ou telle variante de politique monétaire semble être dictée tant par le contexte national qu'international. Toutefois, l'expérience démontre que les autorités préfèrent la régulation administrative à la régulation décentralisée par le marché.

La régulation administrative consiste à utiliser le contrôle quantitatif, lequel s'exerce au travers de la technique d'encadrement du crédit (supprimée en 1991).

L'examen des séries statistiques, relatives aux taux d'intérêt, montre que ces dernières sont restées fixes au niveaux de 3.5% de 1951 jusqu'au 1974 et l'encadrement du crédit mis en vigueur entre 1969-72.

L'injection dans l'économie, par le biais des crédits au Trésor et au secteur privé, de monnaie a-t-elle provoqué, par le maintien de la politique "d'argent à bon marché" et l'élargissement de la demande, l'accélération du rythme de croissance ?

Les chiffres, relevant de l'examen de l'évolution du produit intérieur en termes réels et de la FBCF, révèlent que :

- la croissance économique demeure globalement insensible aux changements de politiques monétaires.
- le taux d'accumulation des investissements, en terme réel, s'est fixé à 9% au cours de la période expansive 1960-1971. En revanche, il s'est établi à 20% entre 1972 et 1975 en raison essentiellement des dépenses de l'Etat.
- la demande, au lieu de puiser son dynamisme dans les forces internes de l'économie, demeure dépendante de forces échappant au contrôle des centres de décisions nationaux.

Comme toute thérapeutique à caractère global, l'action quantitative s'est soldée par un échec. Aussi, à celle-ci d'inspiration Keynésienne et monétariste, basée sur le triptyque : **monnaie- demande-offre**, il faut substituer une théorie sélective s'appuyant sur la liaison **monnaie-offre -demande**. Aussi, la théorie monétaire aura tout à gagner en se penchant plus sur les problèmes de l'offre que sur ceux de la demande.

7. Le modèle IS-LM dans une économie ouverte

Le modèle **Mundell Fleming** est une extension du modèle IS-LM à une économie ouverte.

Nous aurons 2 courbes : IS'-LM' (les ' expriment le caractère modifié des courbes), représentant respectivement les marchés des biens et services et de la monnaie, mais en économie ouverte ;

Nous allons représenter les courbes dans un axe (Y, E) plutôt que (Y, R), afin de souligner que l'on se trouve en économie ouverte (Y la production, R le taux d'intérêt national, E le taux de change au certain pour la monnaie nationale).

Les hypothèses du modèle :

Hypothèse 1 : nous sommes dans une petite économie ouverte : $R=R^*$ avec R et R^* les taux d'intérêt domestique et mondial.

Ceci est synonyme du fait qu'il y a une parfaite mobilité des capitaux.

Hypothèse 2 : les prix sont supposés constants (il existe des extensions de Mundell Fleming avec des prix flexibles, mais ça n'est pas le cadre de la question).

7.1. Marché des biens et services

On a, par définition $Y=C+I+G+X-M$

Avec : Y le revenu, C la consommation, I l'investissement, G les dépenses gouvernementales, X les exportations et M les importations (pour simplifier notons $X-M=XN$, les exportations nettes).

Exprimons ces différentes variables en fonction de Y-T (le revenu disponible),

R (le taux d'intérêt national), E (le taux de change au certain pour la monnaie nationale)

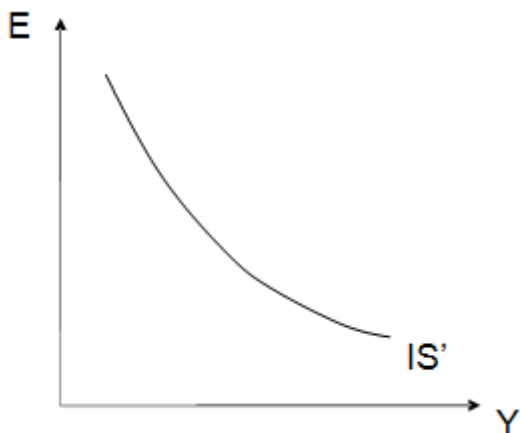
$$Y=C(Y-T)+I(R)+G+XN(E)$$

Par des résultats bien connus, la fonction C croît avec (Y-T), I décroît avec R, XN décroît avec E (quand la monnaie nationale s'apprécie, la balance commerciale se détériore).

Par hypothèse, nous sommes dans une petite économie ouverte avec parfaite mobilité des capitaux, d'où $R=R^*$ (le taux d'intérêt étranger, exogène) donc $I(R)=I(R^*)$. D'où :

$$Y= C(Y-T) + I(R^*) + G + XN(E) \quad (IS')$$

Via la balance commerciale, on a une relation décroissante entre E et Y : quand la monnaie nationale s'apprécie, Y va diminuer. Dans l'axe (Y,E), la courbe IS' est donc décroissante.



Comment réagit IS' ?

La courbe IS' se déplace vers la droite (toutes choses égales par ailleurs)

Quand :

- G augmente ;
- T (les impôts) diminue (via la consommation) ;
- R^* (car $R^*=R$) diminue (via l'investissement).

7.2. Marché monétaire

Demande de monnaie : $L(Y, R) = L(Y, R^*)$

(Par hypothèse $R=R^*$).

L est une fonction décroissante de R et croissante de Y (résultats de base).

Encaisses réelles en circulation : M/P ,

Avec M l'offre (exogène) de monnaie et P le niveau des prix domestiques, supposé constant (le modèle de base Mundell-Fleming était conçu pour étudier les fluctuations de court terme).

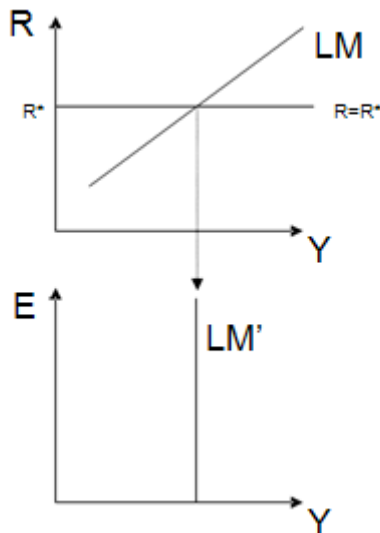
A l'équilibre sur le marché de la monnaie :

$$L(Y, R^*) = M/P \quad (LM')$$

La courbe LM (traditionnelle) est croissante dans l'axe (Y, R) . Cependant,

Il suffit de connaître R^* (et donc R) pour connaître le revenu d'équilibre.

Ce dernier ne dépend donc pas du taux de change. La courbe LM' dans l'axe (Y, E) est donc une droite verticale.



7.3. L'équilibre global dans le marché des biens et services et dans le marché monétaire

L'équilibre est donné par le croisement des courbes IS' et LM', c'est à dire l'égalité entre le marché des biens et services et le marché monétaire.

7.3.1. Effet d'une politique budgétaire

La politique budgétaire expansionniste (via une hausse de G ou une baisse de T) va provoquer un déplacement de la courbe IS' (hausse de Y toutes choses égales par ailleurs) : IS'1 passe en IS'2.

Voyons les effets en différenciant les changes flexibles et les changes fixes.

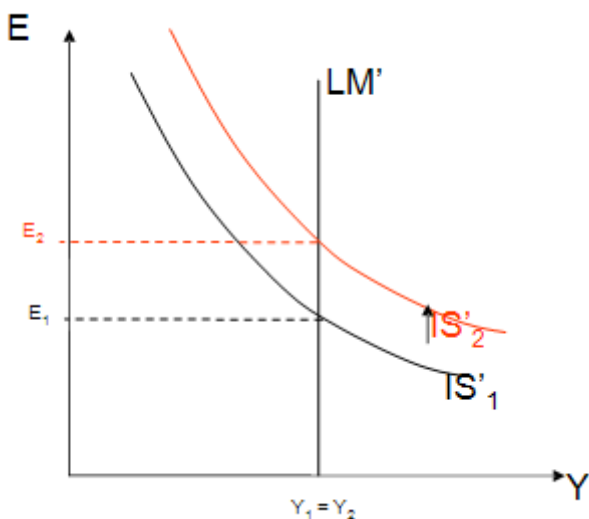
7.3.1. 1. En changes flexibles

La politique budgétaire expansionniste se traduit par une hausse de la demande intérieure.

En économie fermée, cette hausse se traduisait par une hausse de la demande de monnaie et donc par une hausse des taux d'intérêt. Or, nous sommes en économie ouverte et toute hausse de R attire des capitaux, faisant revenir R au niveau mondial, R^* .

Mais cet afflux de capitaux n'est pas sans effet : il augmente la demande de monnaie nationale, faisant s'apprécier celle-ci (E augmente, passant de E_1 à E_2). Cette appréciation a un effet négatif sur la balance commerciale, annulant l'effet positif de la relance budgétaire sur la production ($Y_1=Y_2$).

En changes flexibles, la politique budgétaire est donc inefficace dans le modèle de Mundell-Fleming de base



En changes flexibles, la politique budgétaire est inefficace dans le modèle de Mundell-Fleming de base : l'appréciation de la monnaie et son effet sur la balance commerciale annule l'effet sur le revenu de la relance budgétaire.

7.3.1.2 En changes fixes

La première partie du raisonnement est identique au raisonnement en changes flexibles : on se retrouverait avec une appréciation de la monnaie nationale et un revenu inchangé.

Or, nous sommes en changes fixes et le taux de changes ne peut s'écarter de son niveau cible $E1 = E$. Les autorités monétaires doivent permettre à celui-ci de revenir à son niveau d'équilibre.

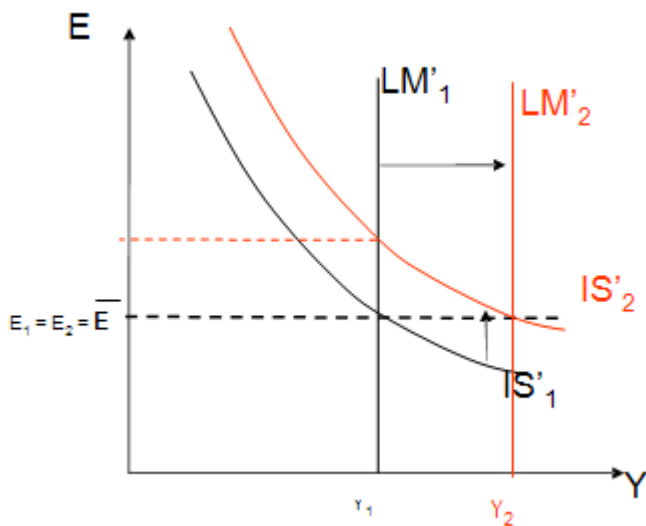
Il existe 2 possibilités :

1) Soit la banque centrale augmente l'offre de monnaie en achetant des titres/devises étrangers jusqu'à ce que le cours retourne à sa valeur cible ;

2) Soit la banque centrale laisse faire les arbitragistes : ceux-ci, afin de faire un profit, vont acheter des devises contre de la monnaie nationale sur le marché des changes puis revendre ces devises contre de la monnaie nationale à la banque centrale (au taux de changes fixe, de fait inférieur aux taux d'équilibre du marché des changes, permettant un profit). La banque centrale finance ces achats de devises par de la création monétaire.

Dans ces 2 cas, la masse monétaire augmente, poussant LM' vers la droite (de $LM'1$ à $LM'2$), ceci jusqu'à ce qu'on ait $E1 = E2 = E$

En changes fixes, la politique budgétaire est donc efficace : E est inchangé mais Y augmente ($Y2 > Y1$).



En changes fixes, la politique budgétaire est efficace dans le modèle de Mundell-Fleming de base.

7.3.2. Triangle des incompatibilités

Le triangle des incompatibilités (Mundell) nous enseigne que l'on ne peut avoir conjointement :

- Des changes fixes ;
- Une parfaite mobilité des capitaux ;
- Une politique monétaire indépendante (fixation de M au niveau désiré).

On peut avoir 1 ou 2 des 3, mais jamais les 3 à la fois.

Montrons-le à l'aide du modèle de Mundell Fleming, en partant du cas avec parfaite mobilité des capitaux.

7.3.2.1. Montrons que si on a mobilité des capitaux et des changes fixes, on ne peut pas avoir une politique monétaire indépendante.

Le cas de la politique budgétaire en changes fixes en est la preuve : tout choc venant perturber l'équilibre initial oblige les autorités monétaires à agir sur la masse monétaire afin de retourner au taux de change fixe. Poussé à l'extrême, chaque mouvement sur le marché des changes éloignant le taux de change de sa valeur d'ancrage pousse les autorités monétaires à intervenir en modifiant leur masse monétaire. Ceci est donc très contraignant en matière de politique monétaire (Cf. image du chien de Friedman)

Ainsi, si on a mobilité des capitaux et des changes fixes, on ne peut avoir une politique monétaire indépendante.

7.3.2.2. Montrons que si on a mobilité des capitaux et une politique monétaire indépendante, on ne peut avoir des changes fixes.

Vers la droite, la Banque centrale décide d'augmenter sa masse monétaire, déplaçant LM' , en $LM'2$. Cette politique va immédiatement faire baisser E (le taux de change se déprécie).

Avant même d'avoir un effet sur la balance commerciale, la Banque centrale doit agir pour retrouver le taux de change fixe. Pour cela, elle doit baisser sa masse monétaire (via notamment des ventes de devises). LM' se déplace donc vers la gauche, jusqu'à ce qu'on retrouve le taux de change fixe : on retourne en $LM'1$.

